

JUGEMENT
N° 102/19/CACC/TCC
DU 30 OCTOBRE 2019

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

CHAMBRE DES ASSIGNATIONS, DE CONCILIATION ET
DU CONTENTIEUX

RÔLE GENERAL
BJ/TCC/2019/0727

Société Industrielle
d'Acier du Bénin
(SIAB) SA

C/

Groupement des
Entreprises EMCR
(GEE)-GIE

PRESIDENT : **William KODJOH-KPAKPASSOU**

JUGES CONSULAIRES : **François AKOUTA** et **Eric ASSOGBA**

MINISTERE PUBLIC : **Mario METONOU**

GREFFIER : **Hervé ADOUKONOU**

DEBATS : Le 23 octobre 2019

Jugement contradictoire, en matière commerciale, et en dernier
ressort, prononcé le 30 octobre 2019.

LES PARTIES EN CAUSE

DEMANDERESSE :

Société Industrielle d'Acier du Bénin (SIAB) SA, ayant son
siège social sis à Sèmè-Podji au PK 16 route de Porto-Novo, 05
BP 673 Cotonou, prise en la personne de son Directeur Général
Monsieur Salim BAALBAKI, demeurant et domicilié ès-qualités
audit siège ;

OBJET : **Palement**

D'UNE PART

DEFENDEUR :

Groupement des Entreprises EMCR (GEE)-GIE, dont le
siège social est sis à Cotonou, 01 BP 6891 Cotonou, prise en la
personne de son Administrateur Général, Monsieur Kader ALLALI,
demeurant et domicilié ès-qualités audit siège ;

D'AUTRE PART

LE TRIBUNAL

Pour obtenir le paiement de la somme de cent trente-deux millions quatre cent soixante-treize mille deux cent soixante (132.473.260) FCFA dont elle s'estime créancière du Groupement des Entreprises EMCR (GEE) GIE, la Société Industrielle d'Acier du Bénin (SIAB) S.A, a attiré celle-ci devant le tribunal de commerce de Cotonou par exploit en date du 12 août 2019 ;

Elle demande au tribunal de la condamner au paiement de cette somme ainsi que celle de cinquante millions (50.000.000) de francs CFA à titre de dommages-intérêts et d'assortir la présente décision de l'exécution provisoire sur minute ;

Devant le tribunal, à l'étape de la tentative de conciliation, les parties sont parvenues à un règlement à l'amiable du litige qui les oppose, par la signature d'un protocole d'accord en date du 29 août 2019 dont elles sollicitent l'homologation ;

SUR L'HOMOLOGATION DU PROTOCOLE D'ACCORD

Attendu qu'il est loisible aux parties à un litige de transiger sur les droits dont elles ont la libre disposition ;

Que l'article 469 du code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes dispose qu'« *en dehors des cas où cet effet résulte du jugement, l'instance s'éteint accessoirement à l'action par l'effet de la transaction, de l'acquiescement, du désistement d'action ou, dans les actions non transmissibles par le décès d'une partie. L'extinction de l'instance est*

constatée par une décision de dessaisissement. Il appartient au juge de donner force exécutoire à l'acte constatant l'accord des parties, que celui-ci intervienne devant lui ou ait été conclu hors sa présence » ;

Attendu qu'en l'espèce, le protocole d'accord produit au dossier est libellé comme suit :

« Article 1^{er} : Reconnaissance de dette

1-1 La SIAB prétend détenir sur la Société Groupement des Entreprises EMCR (GEE) une créance de FCFA cent trente-huit millions quatre-cent soixante-treize mille deux cent soixante (138.473.260) soit :

- 132.473.260 FCFA en principal ;

- 6.000.000 F CFA au titre des frais et émoluments d'huissier et des frais d'enregistrement du présent accord.

1-2 La Société Groupement des Entreprises EMCR (GEE) reconnaît devoir à la SIAB SA la somme de FCFA cent Trente-huit mille quatre-cent soixante-treize mille deux cent soixante (138.473.260).

Article 2 : Modalité de paiement

2.1 La Société Groupement des Entreprises EMCR (GEE) s'engage à payer la somme de FCFA cent trente-huit mille quatre-cent soixante-treize mille deux cent soixante (138.473.260) dans un bref délai.

2.2 En cas de non-paiement après un délai raisonnable, la SIAB SA pourra poursuivre le recouvrement immédiat de sa créance ou du solde, par toutes voies que le droit.

Article 3 : Garantie

En cas de saisie conservatoire de créance fructueuse, la société Groupement des Entreprises EMCR (GEE) s'engage à autoriser le paiement dès première demande.

Article 4 : Entrée en vigueur

4-1 Le présent protocole entrera en vigueur à compter de sa signature par les deux parties. Il expire lorsque le paiement intégral de créance susvisée aura été acquitté.

4-2 Le présent protocole d'accord qui acquiert autorité de la chose jugée entre les parties sera enregistré au service des Impôts et Domaines » ;

Article 5 : Election de domicile

Pour l'exécution du présent et ses suites, les parties élisent domicile à leur adresse ... » ;

Attendu qu'en l'espèce, la SIAB et le GEE sont parvenus à un règlement à l'amiable du litige qui les oppose ;

Qu'il apparaît que leur accord de conciliation ne contient aucune disposition contraire à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ;

Qu'il y a lieu, en conséquence, d'en donner acte aux parties et de l'homologuer en lui conférant la force exécutoire d'un jugement conformément à l'article 469 susvisé ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale, en homologation d'accord transactionnel et en dernier ressort ;

Donne acte à la Société Industrielle d'Acier du Bénin (SIAB) S.A et au Groupement des Entreprises

EMCR (GEE) du protocole d'accord en date du 29 août 2019 intervenu entre elles ;

Homologue cet accord dont les termes et stipulations font partie intégrante de la présente décision ;

Dit que cet accord a dorénavant la force exécutoire d'un jugement ;

Condamne le Groupement des Entreprises (GEE) EMCR aux dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT